dernière, le ministre nous dirait-il quelles mesures précises il entend proposer à son homologue américain—non pas aux dirigeants de l'industrie de l'automobile, laquelle, nous le savons, appartient presque entièrement à des capitalistes américains—en vue d'une renégociation des garanties prévues dans l'accord sur l'automobile, de façon par exemple à prévoir des garanties qui protégeraient et les États-Unis et le Canada.

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Je voudrais que l'on sache bien que je n'accepte pas les chiffres que le député a consignés au compte rendu la semaine dernière. Je lui signale, ce qu'il a négligé de faire, que ses chiffres sont ceux de 1972 pour l'année civile 1972, c'est-à-dire avant notre intervention. D'autre part, étant donné qu'ils avaient trait à un type de véhicule en particulier, ses chiffres ne constituaient pas une moyenne pondérée pour les véhicules de toutes catégories. S'il avait envisagé ma déclaration de ce point de vue, je pense qu'il se serait rendu compte qu'elle n'avait rien de commun avec la sienne. Ma déclaration était conforme aux faits. La sienne ne l'était pas.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: J'ose espérer que le député et le ministre ne s'engageront pas dans un débat ou une discussion.

M. O'Connor: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je tiens à dire que les chiffres dont je me suis servi touchant l'écart croissant des prix concernaient les véhicules modèles 1973 et non 1972. Ils sont clairement mentionnés dans le rapport du président au Congrès des États-Unis, et je ne vois pas bien où le ministre est allé chercher son interprétation.

M. l'Orateur: A l'ordre. A mon sens, le ministre comme le député s'écartent de la question lorsqu'ils discutent la question de savoir lequel des deux a raison. Tenons-nous en aux questions et réponses. Le député peut poser sa question supplémentaire.

M. O'Connor: Le ministre a tout simplement dressé un écran de fumée en contestant les chiffres que j'ai donnés la semaine dernière. Je lui demande donc de répondre maintenant à la question que je viens de lui poser.

M. Gillespie: J'espère que le député saura voir la différence entre un modèle de 1973 et un de 1972. Je voudrais bien lui faire comprendre ainsi qu'à la Chambre, comme je l'ai fait par le passé, . . .

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député a invoqué le Règlement et, après avoir formulé son objection, il a répété la question qu'il avait posée plus tôt. Il n'était pas satisfait de la première réponse du ministre . . .

Une voix: Il n'y a pas eu de réponse.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je propose que nous passions à la question suivante.

Questions orales

LES RELATIONS OUVRIÈRES

LA GRÈVE DE L'UNION INTERNATIONALE DES MARINS—LES MESURES ENVISAGÉES PAR LE MINISTRE—DEMANDE DE PRÉSENTATION D'UNE MESURE LÉGISLATIVE

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Travail. Elle concerne une situation très grave découlant de la grève actuelle de quelques centaines de débardeurs, membres de l'Union internationale des marins. Le reste des 3,750 membres ont menacé de ne pas se présenter au travail le jour de l'appareillage qui tombe le 1^{er} avril. Je demande au ministre quelles dispositions ont été prises afin de régler la grève, car si elle doit se poursuivre, elle aura des effets désastreux pour le producteur de blé et autres céréales d'exportation dans l'Ouest.

● (1450)

L'hon. John C. Munro (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, je me rends parfaitement compte, ainsi que le gouvernement, de la gravité que pourrait présenter cette situation surtout si la grève se poursuivait au-delà du 1^{er} avril, soit après la date normale d'ouverture de la saison maritime. Des médiateurs expérimentés du ministère du Travail ont rencontré les parties syndicales et patronales. D'après les dernières nouvelles en ma possession les positions sont parfaitement claires. Elles sont encore éloignées mais les médiateurs et tous les moyens dont dispose mon ministère, y compris tout effort personnel de ma part, sont à la disposition des parties dans l'espoir d'aboutir à une solution. Le délai est encore suffisant pour permettre d'arriver à un accord avant que des dommages graves ne soient commis.

A propos, monsieur l'Orateur, peut-être le très honorable représentant . . .

Des voix: Règlement!

M. Munro (Hamilton-Est): Si les députés veulent bien me laisser parler, je suis certain que la Chambre sera heureuse d'apprendre que la grève d'Air Canada a abouti à un accord pendant le week-end.

Des voix: Bravo!

Une voix: Nous l'avons lu dans les journaux.

M. l'Orateur: Le ministre aurait dû demander de revenir à l'appel des motions afin de prononcer une déclaration.

M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, je le questionne sur un sujet et il me répond sur un autre. Je lui demande maintenant, étant donné que les négociations menées par le médiateur fédéral sont pratiquement rompues si le gouvernement saisira le Parlement de cette question avant le 1^{er} avril, à moins qu'on n'aboutisse à un accord, afin que nous puissions faire le nécessaire pour éviter que cette grève se poursuive ou s'il préférera entrer en rapports avec ce protégé libéral qu'est Banks qui est toujours parvenu à régler les grèves?

Des voix: Règlement!

M. Diefenbaker: C'était le meilleur médiateur de tous avant qu'il n'échappe à la justice.

M. Munro (Hamilton-Est): Monsieur l'Orateur, l'histoire des négociations salariales au niveau national prouve qu'il n'a jamais été payant de refuser le droit de grève à des employés auxquels le Parlement avait donné ce droit.